

LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société



Affichez ces pages
la compréhension, c'est contagieux!



Investir en éducation

Un choix judicieux pour l'avenir!



« Les pays, (...) qui investissent considérablement dans l'éducation verront probablement augmenter le niveau du revenu par habitant, connaîtront davantage de succès dans la lutte pour diminuer la pauvreté, et augmenteront leur capacité d'établir leur présence dans l'économie mondiale. »

Rapport du Forum économique mondial de 2006

Aller à l'université est-il devenu un rêve inaccessible pour un nombre grandissant de jeunes québécois? On nous répète à satiété que rien ne vaut l'éducation pour assurer une qualité de vie enviable aux personnes et aux populations. Pourtant, les gouvernements freinent les dépenses publiques en éducation et augmentent les frais d'inscription; des choix qui font en sorte que le nombre d'inscriptions universitaires est en régression. Tout cela, alors qu'on annonce, à grand renfort de publicités gouvernementales, une grave pénurie de personnel spécialisé pour les années à venir. Nos gouvernements font-ils vraiment les meilleurs choix pour faire face aux grands défis que nous imposent la concurrence internationale et les crises économiques et écologiques auxquelles nous sommes confrontés collectivement? D'autres pays, parfois moins riches que nous, rendent gratuit l'accès à l'éducation. Pourquoi en serions-nous incapables ici?

1 L'éducation, une richesse pour la société

Alors qu'on présente ici l'éducation comme une dépense, d'autres pays y voient un investissement rentable, profitant non seulement aux étudiants qui décrochent un diplôme, mais également à toute la société. Qui, aujourd'hui, peut mettre en doute que l'obtention d'un diplôme d'études post secondaires constitue un passeport donnant accès à un meilleur emploi, un meilleur salaire, et une meilleure qualité de vie. Une étude de Statistique Canada révélait, en 2001, que chaque année d'instruction supplémentaire se traduisait par une bonification salariale de 8,3 %. Pour l'Organisation de coopération et

de développement économique (OCDE), l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) par habitant d'un pays s'explique pour moitié par l'accroissement de la productivité, elle-même tributaire du niveau de scolarité de sa population. Dotées d'un plus haut niveau d'instruction, les populations se révèlent davantage polyvalentes et flexibles, coûtent moins cher au système de santé et aux autres programmes sociaux, tout en générant davantage de recettes fiscales dans les coffres du gouvernement.

(Source : OCDE « Du bien-être des nations : le rôle du capital humain et social », 2001. Statistique Canada. Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec.

Frais d'inscription à l'université pendant 1 an

(2003-2004)

Finlande, France,
Danemark, Pologne,
Rép. Tchèque,
Suède, Cuba,
Etc.

0 \$

Québec
1668 \$
(\$ can)

* 2168 \$
en 2011

Canada
3500 \$*
(\$ US)

* Entre 4776 \$
et 8655 \$
à l'Université
de Toronto



États-Unis
4500 \$*
(\$ US)

* 33 000 \$
par an
à l'Université
Harvard

(Source: OCDE, Regards sur l'éducation 2006. www.cibleludes.ca)

sur le
WEB
lagazette.ca

La Finlande
L'Eldorado de l'éducation

Les subventions au privé
vampirisent le système public

Et plus encore...

Consultez nos autres pages
sur l'éducation en pages
34 à 36

Investir dans l'éducation et abolir
les frais de scolarité à l'Université

UN CHOIX GAGNANT!



... d'argent dans les coffres de l'État

Amener un jeune diplômé du secondaire jusqu'à un diplôme universitaire coûte de l'argent bien sûr. Toutefois, il s'agit d'un investissement très profitable pour la société puisque le diplômé universitaire, étant donné qu'il gagne un meilleur salaire, contribuera pour 1,049 millions \$ en taxes et impôts au cours de sa vie comparativement à 380 000 \$ pour un détenteur de diplôme secondaire. Ainsi, loin d'être une dépense pour la société, il s'agit plutôt d'un investissement qui rapportera non seulement à l'étudiant diplômé, mais surtout à toute la société. C'est ce que l'on pourrait appeler, un très bon placement...

(Source : La rentabilité du baccalauréat, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, Sept. 2005)



... de productivité

Chaque année d'études supplémentaire augmente la productivité d'un pays de 4 à 7 %.

(Source : OCDE, Du bien-être des nations : Le rôle du capital humain et social, 2001)



... de chômage

Le taux de chômage chez les diplômés universitaires est de 4,6 % alors qu'il se situe à 7,9 % pour les diplômés du secondaire et à 15,6 % pour ceux qui n'ont pas atteint la 9e année.

(Source : La rentabilité du baccalauréat, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, Sept. 2005)



+ de bonheur...

L'éducation a aussi beaucoup d'autres avantages non économiques.

Ainsi l'instruction :

- tend à améliorer la santé physique et mentale des gens;
- favorise l'instruction de la génération suivante;
- est associé à un risque plus faible de délinquance;
- favorise la participation civique et le bénévolat;
- ... et bien plus encore.

(Source : OCDE, Du bien-être des nations : Le rôle du capital humain et social, 2001)



2 Une scolarité en déclin!

Jusqu'à tout récemment, c'est à dire jusqu'à la crise actuelle, la tendance mondiale consistait à réduire le rôle de l'État. Même en éducation. Au Canada, la part du produit intérieur brut (PIB) consacrée au financement des établissements d'enseignement n'a cessé de diminuer avec les années, et ce, en dépit d'une augmentation de la richesse collective. Ainsi, de 1995 à 2003, les dépenses consacrées à l'éducation ont diminué de près de 15%, passant de 7% à 6% du PIB canadien. Ces coupes drastiques ont accru le sous-financement des cégeps et des universités qui ont dû augmenter les frais de scolarité tout en faisant appel à l'entreprise privée pour pouvoir assurer le financement de certaines chaires de recherches et autres programmes. Conséquences : les étudiants moins bien pourvus financièrement sont contraints de vivre dans la pauvreté et doivent s'endetter considérablement pour pouvoir poursuivre leurs études alors que les universités se résignent à fermer des programmes boudés par l'entreprise privée (les sciences sociales, musique, etc.) Petit à petit, l'accès à l'université se restreint, ce qui, à terme, ne peut conduire qu'à une dégradation du niveau général de scolarité au pays.

(Source : OCDE, Regards sur l'éducation, 2006.)

Augmenter les frais de scolarité DE GRAVES CONSÉQUENCES !

A Croissance des inégalités

Seulement 19 % des jeunes provenant des familles aux plus faibles revenus ont accès aux études universitaires, alors que 39 % des jeunes issus des familles aux revenus supérieurs y ont accès.

(Source : Le prix du savoir, S. Junor et A. Usher, 2004)

B Le boulet de l'endettement

La dette moyenne d'un diplômé universitaire canadien de premier cycle se situe à **24 047 \$ en 2006**, dont environ 20 500 \$ dû au gouvernement. Un boulet financier qui décourage plusieurs étudiants d'entreprendre des études universitaires.

(Source : Fondation canadienne des bourses du millénaire, 2007)



C Une pénurie de personnel qualifié, mais moins de diplômés

Le Conseil Canadien de l'Apprentissage (CCA) affirme que le Canada se dirige tout droit vers une pénurie de personnel qualifié dès 2013 alors que 71 % des postes offerts exigent un diplôme d'études postsecondaire. De plus, selon une étude de l'OCDE, le Canada a connu la plus faible hausse du taux de scolarité parmi ses pays membres, alors que la hausse moyenne est de 49 %.

(Source : Conseil Canadien de l'apprentissage)

Que proposent-ils pour l'éducation postsecondaire?



Libérer les universités du carcan étatique pour leur permettre de développer une saine concurrence entre elles.



Augmenter le nombre de professeurs dans les universités. Indexer les principaux paramètres du régime d'aide financière aux études.



Réinvestir dans l'éducation postsecondaire. Organiser un sommet québécois sur le financement des études postsecondaires et geler les frais de scolarité jusqu'à sa tenue. Indexer au coût de la vie le programme d'aide financière aux études.



Nous n'avons rien trouvé dans le programme du Parti Vert concernant les études postsecondaires.



Éliminer complètement les frais de scolarité et les autres frais réclamés aux parents du primaire jusqu'à l'université. Améliorer le système d'aide financière aux études.

(Source : Les programmes des partis politiques pour les élections provinciales du 8 décembre 2008)

3 L'éducation gratuite, pourquoi pas?

Il est possible d'aller à l'école, de la maternelle à l'université, tout à fait gratuitement. La France, le Danemark, la Suède, la Pologne, la Finlande, pour ne nommer que ceux-là, ont fait ce choix. Même un pays du tiers-monde comme Cuba en permet l'accès universel et gratuit à toute sa population. Nos gouvernements, à Ottawa comme à Québec, affirment ne pas disposer des marges de manœuvre financières pour ce faire. Étonnant? Pas tant que cela quand on constate que, par leurs baisses d'impôts à répétition depuis l'an 2000, les gouvernements qui se sont succédé à Québec ont privé l'État québécois d'un revenu annuel récurrent de 8,9 milliards \$. On estime qu'il en coûterait à peine 6% de cette somme, soit 550 millions \$, pour permettre la gratuité scolaire complète aux étudiants québécois. Un montant, somme toute, marginal par rapport aux revenus dont l'État s'est volontairement privé, mais combien bénéfique du point de vue social et de la qualité de vie, et rentable du point de vue de la prospérité économique. Il y a urgence de reconsidérer des choix économiques et fiscaux qui tirent le Québec vers le bas au lieu de lui donner les moyens les plus efficaces pour faire face aux défis de l'avenir.

Le chiffre du mois

550 millions \$

C'est le montant supplémentaire estimé pour permettre la gratuité scolaire de la maternelle jusqu'à l'université au Québec. En 2007, le gouvernement libéral de Jean Charest a préféré baisser les impôts de 950 millions \$ plutôt que de permettre l'accès gratuit à l'université.

(Source : Institut de recherche et d'informations socio-économique, janvier 2007)

Pour en savoir plus

Institut de recherche et d'informations socio-économiques
www.iris-recherche.qc.ca

Conseil canadien de l'apprentissage
www.ccl-cca.ca

Ministère de l'Éducation du Québec
www.mels.gouv.qc.ca

Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)
www.feuq.qc.ca

Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)
www.fecq.org

Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE)
www.asse-solidarite.qc.ca

Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
www.csq.qc.net

Dossier éducation sur
www.lagazette.ca

Lisez les autres pages de la série « Les grands enjeux »

www.lagazette.ca

dans la section
« Les grands enjeux »



Publié par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières, un organisme sans but lucratif indépendant, en collaboration avec La Gazette de la Mauricie, grâce à des dons de citoyens et de citoyennes de la Mauricie.

Pour réagir ou faire un commentaire à propos du contenu de ces deux pages, faites-le par courriel à :

grandsenjeux@cs3r.org
(819) 373-2598

Vous pouvez faire un don à l'organisme pour qu'il puisse continuer sa mission d'éducation et de sensibilisation en envoyant un chèque à :
CSTM – Fonds de Charité
942, Ste-Geneviève, Trois-Rivières (Qc) G9A 3X6